

Mémoire de l'Association des communicateurs scientifiques du Québec (ACS) présenté dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec



Août 2016

RÉSUMÉ

L'Association des communicateurs scientifiques du Québec (ACS) réunit les communicateurs scientifiques francophones afin d'accroître la qualité et la quantité de l'information scientifique diffusée en français au Québec et de sensibiliser la population à l'importance grandissante de la culture scientifique dans la société.

L'Association considère que la culture scientifique devrait être considérée comme de la culture au sens large : la science est une des dimensions de la culture, car elle touche tous les aspects de la vie intellectuelle et matérielle d'une société, et qu'elle est, avec la technologie, un des éléments qui contribuent à définir une société particulière de même que des civilisations entières.

L'accès à une culture scientifique de qualité en français reste un défi. Un travail extraordinaire est déjà réalisé par divers acteurs sur le terrain, mais il existe un défi particulier concernant la place de la langue française sur Internet et dans les réseaux sociaux. À ce titre, il serait aussi opportun d'encourager plus d'expérimentation sur les plateformes numériques pour que le français rayonne aussi sur le web et les plateformes mobiles, une condition essentielle pour rejoindre les publics plus jeunes (y compris les jeunes adultes).

L'Association s'inquiète par ailleurs du sort réservé à la muséologie scientifique. Le ministère de la Culture et des Communications semble vouloir délaisser la muséologie scientifique, sans que cette orientation n'ait été annoncée officiellement, et sans qu'une approche de remplacement cohérente n'ait été proposée.

Pour le moment, il nous apparaît plus pragmatique de poursuivre avec le modèle qui prévalait jusqu'à maintenant, tout en impliquant davantage d'autres ministères dans le financement d'institutions liées à leurs interventions. Cela dans le but de maintenir une cohérence dans l'intervention gouvernementale en matière de muséologie et de conserver un réseau vivant d'expertise professionnelle.

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION DES COMMUNICATEURS SCIENTIFIQUES DU QUÉBEC (ACS)

La mission de l'ACS est de réunir les communicateurs scientifiques francophones afin d'accroître la qualité et la quantité de l'information scientifique diffusée en français au Québec et de sensibiliser la population à l'importance grandissante de la culture scientifique dans la société.

Ses membres exercent dans le milieu journalistique et muséal ainsi que dans le réseau des universités québécoises, les médias, les écoles et les autres lieux de diffusion scientifique. L'Association est formée de membres individuels.

L'ACS défend la culture scientifique en français depuis 1977. Elle compte de nombreuses réalisations à son actif, dont :

- la remise annuelle des Prix Hubert-Reeves, deux prix littéraires pour la valorisation d'ouvrages de vulgarisation scientifique destinés au grand public et aux jeunes;
- la remise annuelle de la bourse Fernand-Seguin, la plus importante bourse destinée à la relève en journalisme scientifique au Canada;
- la création de l'Agence Science-Press (ASP), qui diffuse chaque année plus de 1 000 nouvelles scientifiques. L'ASP a ensuite mis sur pied le mouvement éducatif Les Débrouillards, maintenant actif dans une douzaine de pays.

L'ACS salue l'initiative lancée par le gouvernement du Québec concernant le renouvellement de sa politique culturelle. L'Association a toujours considéré que la culture scientifique devait être considérée comme de la culture, au même titre que l'histoire et le patrimoine, les arts. C'est la position que nous allons défendre dans ce mémoire.

Cela dit, nous allons particulièrement nous attarder à la question de la muséologie scientifique, car c'est un domaine où le ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française joue un rôle important.

LA CULTURE SCIENTIFIQUE, UNE VÉRITABLE CULTURE

Quelques définitions

Le dictionnaire Robert définit la culture comme étant l'« Ensemble des aspects intellectuels, artistiques d'une civilisation. » Le Larousse parle quant à lui de l'« Enrichissement de l'esprit par des exercices intellectuels », ou encore comme l'« Ensemble des phénomènes matériels et idéologiques qui caractérisent un groupe ethnique ou une nation, une civilisation, par opposition à un autre groupe ou à une autre nation. »

Par ailleurs le document de contexte général accompagnant la consultation sur le renouvellement de la politique culturelle souligne la convergence intellectuelle vers une « vision englobante » de la culture, reprenant la définition énoncée par l'UNESCO il y a plus de 30 ans :

... dans son sens le plus large, la culture peut aujourd'hui être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances...¹

Par ailleurs, ce même document de contexte affirme que

Le défi pour la politique culturelle d'aujourd'hui est d'embrasser une vision large de la culture qui s'inscrit dans une perspective de développement durable et qui s'articule de manière telle qu'elle permette concrètement des maillages avec les autres domaines d'intervention (santé, éducation, environnement, aménagement et occupation des territoires, urbanisme).²

Finalement, toujours au Québec, le Conseil supérieur de l'éducation rappelait récemment que « [l]'importance de la science comme outil de développement intellectuel et comme dimension de la culture [...] sont des principes sous-jacents aux programmes de science depuis le rapport Parent³. »

Ainsi, les éléments qui précèdent pointent tous vers la reconnaissance de la science comme une *dimension de la culture*.

Pensée, histoire et territoire

S'il est évident que la science et ses applications technologiques ont une valeur pratique et économique essentielle – que ce soit pour guérir des maladies grâce à de nouveaux médicaments ou en permettant la création de nouveaux produits plus performants, par exemple – elle ne se réduit pas à ces aspects. La

¹ UNESCO, *Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles*, Conférence mondiale sur les politiques culturelles Mexico City, 26 juillet - 6 août 1982, p.1.

² Gouvernement du Québec, *Consultation publique renouvellement de la politique culturelle du Québec – Contexte général*, 2016, p. 9.

³ Conseil supérieur de l'éducation, *L'enseignement de la science et de la technologie au primaire et au premier cycle du secondaire*, août 2013, p. 2, <http://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publications/Avis/50-0481.pdf>.

science est aussi une formidable aventure intellectuelle fondée sur l'observation, l'émerveillement et le questionnement, ce en quoi elle partage d'ailleurs beaucoup avec les démarches artistiques.

Par ailleurs, la science et la technologie ont une profonde influence sur les idées et les mœurs, et donc sur le destin des civilisations. Par exemple, il serait impensable d'imaginer la révolution intellectuelle, politique et artistique des *Lumières* en mettant de côté sa composante scientifique.

Le développement des sciences et des techniques marque donc l'histoire d'un peuple et l'histoire mondiale. Peut-on imaginer l'histoire du Québec sans les Michel Sarrazin, frère Marie Victorin, Léon Provancher, Irma Levasseur, Armand-Frappier, etc. ? De la même façon, on peut difficilement imaginer la civilisation chinoise sans ses nombreuses inventions (papier, boussole, etc.)? La Rome antique sans son génie civil? L'Occident contemporain sans la Révolution scientifique?

Finalement, l'appropriation du territoire par un groupe humain est intimement liée aux connaissances scientifiques que l'on possède de ce territoire. Impossible de comprendre le Québec contemporain et historique sans le fleuve Saint-Laurent. La Stratégie maritime du Québec affirmait d'ailleurs que « Culture, patrimoine et voies maritimes sont indissociables⁴. » Les musées de sciences contribuent directement à cette appropriation, car ils présentent souvent des caractéristiques particulières du milieu où ils sont enracinés.

Culture et langue

Comme pour les autres facettes de la culture, il est essentiel de faire une distinction importante : bien que de nombreuses actions gouvernementales visent à favoriser le développement d'une relève scientifique et technique de qualité – un objectif parfaitement légitime que nous appuyons naturellement – il est possible de posséder et de développer une culture scientifique sans être soi-même être un scientifique. La science est une des facettes de l'expérience humaine pour laquelle on peut se passionner sans la pratiquer, de la même façon qu'on peut être passionné de musique sans être musicien.

À ce titre, il existe un défi particulier concernant la place de la langue française, particulièrement sur Internet et dans les réseaux sociaux. Ces dernières années ont l'émergence d'une kyrielle d'initiatives de vulgarisation scientifique très dynamiques, notamment sur les plateformes comme YouTube ou Facebook, qui rejoignent un vaste auditoire, et notamment un auditoire jeune. Le problème est que presque tout ce matériel est en anglais. Il y a encore un manque flagrant de vulgarisation scientifique en français sur ces nouvelles plateformes, ce qui est très préoccupant vu l'importance des questions scientifiques à notre époque.

Il est donc essentiel de continuer à soutenir les organes de vulgarisation scientifique comme les magazines *Les Débrouillards* et les publications liées (*Les Explorateurs*, *Curium*) (actuellement soutenu par le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation), *Québec Science* et la chaîne Télé-Québec, qui offre une programmation scientifique de qualité, voire à augmenter les ressources

⁴ Gouvernement du Québec, *La stratégie maritime à l'horizon 2030 // Plan d'action 2015-2020*, p. 16.

disponibles pour ces missions essentielles. De la même façon, les éditeurs de livres québécois produisent des ouvrages de vulgarisation scientifique de grande qualité, et nous encourageons évidemment le gouvernement du Québec à maintenir, voire à augmenter l'appui qu'il accorde à ce secteur.

Mais il serait aussi opportun d'encourager plus d'expérimentation sur les plateformes numériques pour que le français rayonne aussi sur le web et les plateformes mobiles, une condition essentielle pour rejoindre les publics plus jeunes (y compris les jeunes adultes).

L'AVENIR INCERTAIN DE LA MUSÉOLOGIE SCIENTIFIQUE

Nous portons maintenant notre attention sur la question de la muséologie scientifique, un des chaînons essentiels de la communication scientifique au Québec, et dont les acteurs se sentent fragilisés à l'heure actuelle.

Avant toute chose, il convient de rappeler la définition du musée offerte par le Conseil international des musées (ICOM) et qui était, jusqu'à tout récemment, reprise dans la plupart des documents du gouvernement du Québec (par exemple, la *Politique muséale* de 2000) :

« le musée est une institution permanente sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation »⁵

Par ailleurs, la mission des musées est la suivante :

« La mission d'un musée est d'acquérir, de préserver et de valoriser ses collections afin de contribuer à la sauvegarde du patrimoine naturel, culturel et scientifique. »⁶

Des inquiétudes importantes dans le monde de la muséologie scientifique

Les musées de sciences ou qui possèdent des collections vivantes sont inquiets à l'heure actuelle. Le ministère de la Culture et des Communications semble vouloir délaisser la muséologie scientifique, sans que cette orientation n'ait été annoncée officiellement, et sans qu'une approche de remplacement cohérente n'ait été proposée.

L'aide offerte par le biais du programme Aide au fonctionnement pour les institutions muséales (PAFIM) n'est désormais disponible que pour les institutions « dont les activités s'inscrivent dans l'un des secteurs d'intervention relevant de la responsabilité du Ministère », et exclut explicitement « Les jardins zoologiques, les jardins botaniques, les aquariums, les insectariums, les observatoires et les planétariums »⁷.

⁵ Tiré des statuts de l'ICOM, cité dans ICOM, *Concepts-clés de muséologie*, Armand Colin, 2010, p. 50.

⁶ Cité dans ICOM, *Concepts-clés de muséologie*, Armand Colin, 2010, p. 26.

⁷ Site web du MCC, Programmes et services / Aide financière / Aide au fonctionnement / Pour les institutions muséales (<https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=1313>).

Les « secteurs d'intervention » qui relèvent du ministère ne sont pas précisés. D'après les décisions récentes du MCC, on comprend que la muséologie scientifique ne fait partie de ses secteurs d'intervention, mais cela n'a jamais été annoncé de façon explicite.

Cela dit, le site web du Ministère contient une section où ce dernier énumère ses secteurs d'intervention. La muséologie fait partie du lot, et le site définit les institutions muséales de la façon suivante : « Ces institutions sont des lieux d'éducation et de diffusion de l'art, de l'histoire, de l'ethnologie, de l'archéologie ou des *sciences*⁸ » (nous soulignons). Cela est en accord avec les définitions internationales, comme on vient de le voir, mais contribue à maintenir la confusion sur les intentions du Ministère à ce sujet.

Par ailleurs, les nouveaux critères du PAFIM laissent de nombreuses questions en suspens. Les plus importantes sont les suivantes :

- 1) Le MCC a refusé de soutenir au fonctionnement de nouvelles institutions à caractère scientifique. Mais qu'arrivera-t-il aux institutions qui présentent des contenus scientifiques et qui sont *actuellement* soutenues dans le cadre du PAFIM? Des institutions importantes, autant pour leur région que pour l'ensemble du Québec, se trouvent dans cette situation, notamment le Musée de la nature et des sciences de Sherbrooke, le Musée du Fjord à Saguenay, ou encore la Maison Léon-Provancher dans la région de la Capitale-Nationale.

Ces institutions doivent-elles d'ores et déjà faire une croix sur un financement au fonctionnement venant du MCC à l'avenir, au risque de voir leur mission menacée?

- 2) De nombreuses institutions ayant une composante scientifique significative – qu'elle soit dominante ou secondaire – couvrent aussi d'autres domaines de l'expérience humaine (histoire régionale, patrimoine industriel, etc.). Parmi les institutions à vocation mixte, on trouve à nouveau le Musée de la nature et des sciences de Sherbrooke et le Musée du Fjord à Saguenay, mais aussi plusieurs autres comme Boréal, centre d'histoire de l'industrie papetière (qui offre notamment une riche programmation d'activités scientifiques destinées au milieu scolaire), le Musée minéralogique de l'Abitibi-Témiscamingue, Biophare à Sorel-Tracy, le Musée de la mer aux Îles-de-la-Madeleine, le musée Redpath à Montréal, sans compter l'exemple donné par un musée national, le Musée de la civilisation qui, au travers de ses expositions consacrées à l'ethnologie, l'art, l'histoire ou la société, présente régulièrement des expositions abordant la science et possède une riche collection d'instruments scientifiques et de spécimens naturalisés.

Comment le MCC pourra-t-il délimiter concrètement son périmètre d'intervention? À partir de quel moment y aura-t-il « trop » de science dans un musée pour le déclarer inadmissible au soutien financier du Ministère? De la même façon, certaines institutions possèdent des collections vivantes tout en ayant des espaces d'exposition importants : à partir de quand deviennent-elles des « jardins zoologiques » ou des « aquariums »?

⁸ Site web du MCC' Secteurs d'intervention / Muséologie / Réseau muséal (<https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5880>)

- 3) Le financement au fonctionnement n'est qu'une des composantes de l'aide financière accordée aux institutions muséales. La « reconnaissance » d'institutions par le Ministère leur donne aussi accès à des aides ponctuelles aux projets et aux immobilisations, notamment. Le statut d'institution reconnue agit par ailleurs comme un « sceau de qualité » censé aider les institutions muséales à obtenir du financement auprès d'autres partenaires.
- a. *Le MCC sera-t-il toujours responsable d'accorder le statut d'institution reconnue aux institutions à caractère scientifique?*
 - b. *Continuera-t-il d'accorder aux musées de sciences l'accès aux aides ponctuelles, qui sont elles aussi cruciales pour la vitalité et le renouvellement des institutions?*
 - i. *Si le MCC continue d'accorder une reconnaissance aux institutions muséales à caractère scientifique sans pour autant octroyer d'aide au fonctionnement, comment sera-t-il possible d'assurer une action gouvernementale cohérente?*
- 4) *Si le MCC laisse tomber l'aide au fonctionnement, voire toute forme d'aide financière aux institutions à caractère scientifique, qui prendra la relève?*

Une approche cohérente et pragmatique

L'Association des communicateurs scientifiques du Québec partage les inquiétudes de plusieurs institutions muséales. Aucune approche globale n'a été proposée pour une prise en charge sérieuse de la muséologie scientifique. Pour le moment, plusieurs arguments plaident en faveur du maintien de ces institutions dans le cadre d'intervention du ministère de la Culture et des Communications.

Des organisations similaires, des compétences partagées

Que ce soit pour présenter l'histoire régionale, des œuvres d'art ou la vie sous-marine, les institutions muséales partagent un ensemble de caractéristiques, fonctions et activités communes :

- Un lieu physique destiné à accueillir des visiteurs;
- Une diversité de publics (des visiteurs locaux, des touristes, des groupes scolaires et de camps de jours);
- La conservation de collections dans des conditions adéquates;
- La présentation d'expositions permanentes et temporaires;
 - Ce qui implique l'utilisation d'outils similaires : cartels et textes d'interprétation et, très souvent, une mise en scène inventive incluant des activités interactives ou des expériences immersives visant une plus grande appropriation du thème présenté par les différents publics;
 - Ce qui implique aussi le défi de vulgariser de savoirs spécialisés pour le grand public;
- Des activités animées dont, très souvent, des programmes spécifiques pour les groupes scolaires;

- La gestion d'une boutique et d'espaces de location pour des occasions spéciales et d'autres éléments, comme une équipe de bénévoles;
- La création d'extensions des thématiques du musée dans le monde virtuel, avec des activités complémentaires sur le web ou des applications pour appareils mobiles;
- De plus en plus, une exploration de thèmes hybrides, de croisements interdisciplinaires, comme les Musées de la civilisation le notaient récemment dans leur document de vision intitulé *Projet culturel* :

*Les Musées eux-mêmes ont remis en question les cadres des disciplines pour s'attaquer à des présentations intégrant diverses notions de patrimoine et juxtaposant des approches différenciées (arts et sciences, histoire naturelle et éthique sociale...).*⁹

Ce portrait n'est pas complet et ne s'applique pas intégralement à toutes les institutions. Mais à peu de choses près, toutes les institutions muséales peuvent se reconnaître en bonne partie dans cette description, quelle que soit sa thématique principale.

Le corollaire de ce qui précède est que les compétences requises pour faire fonctionner une institution muséale sont similaires d'un domaine à l'autre. D'ailleurs, les professionnels qui œuvrent dans le milieu ne passent pas nécessairement l'ensemble de leur carrière dans un seul domaine. Il en va de même pour les sous-traitants engagés par les musées : les designers d'exposition, par exemple, peuvent travailler sur des projets qui touchent autant le patrimoine religieux que la science, l'histoire autant que l'art.

Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que les grandes associations muséales regroupent des membres de tous les horizons, incluant les institutions qui possèdent des collections vivantes : chez nous, c'est vrai de la Société des Musées du Québec (SMQ) et de l'Association des musées canadiens, et on retrouve la même dynamique à l'American Alliance of Museums ou encore au Conseil international des musées (ICOM). Ce n'est pas pour rien que des institutions diversifiées sentent le besoin de se rassembler de la sorte.

Ajoutons que le Québec n'étant pas la France ou les États-Unis, il y a un intérêt certain à concentrer ces expertises dans un même réseau, pour favoriser le partage de connaissances et des approches novatrices. D'ailleurs, le « rapport Corbo » reconnaissait la qualité des professionnels des institutions muséales en reprenant ce passage d'une étude du professeur en muséologie Raymond Montpetit :

« Aujourd'hui, les normes et les pratiques en vigueur dans le réseau se situent globalement parmi les meilleures de la profession et sont, pour plusieurs de nos établissements, au diapason de ceux qui se retrouvent dans les musées de la scène internationale. Nous disposons de musées où œuvrent désormais des professionnels rémunérés formés et compétents, non seulement dans la discipline du musée (art, histoire, sciences, ethnologie, etc.), mais aussi dans les savoir-faire muséologiques qui guident aujourd'hui les grandes fonctions que les musées

⁹ Les Musées de la civilisation, *Projet culturel*, 2013, p.4
https://www.mcq.org/documents/10706/28705/projet_culturel_2014.pdf/9f7d10aa-ad11-411d-8b0e-f3701e7c0908.

doivent remplir. Toutes ces compétences sont désormais requises pour le fonctionnement optimal de ces organisations complexes que sont devenus les musées dans nos sociétés actuelles. »¹⁰

On voit mal comment un morcèlement des expertises pourrait favoriser le maintien de ce niveau de professionnalisme.

D'autant que les différentes institutions, par leur culture propre, peuvent se « contaminer » mutuellement d'une manière très positive. À ce titre, les institutions muséales à caractère scientifiques ont souvent innové par le passé, notamment par des approches interactives et dynamiques.

Une action cohérente demandée depuis... 25 ans

Il y a longtemps que la muséologie scientifique n'est pas suffisamment prise au sérieux au Québec. Citons, pour mémoire, cet engagement gouvernemental, aujourd'hui vieux de 25 ans :

À ces fins, le gouvernement [...] assurera une plus grande cohérence des interventions des pouvoirs publics, notamment en ce qui concerne la muséologie scientifique.

C'était... en 1992 dans l'ancienne politique culturelle du Québec¹¹. Plus tard, la politique muséale de 2000 reprenait l'idée de lancer une réflexion sur la muséologie scientifique et engageait le ministère de la Culture et des Communications à jouer un rôle de leadership dans cette démarche :

Si la diversité et la richesse du patrimoine scientifique et technique commandent une réflexion sur la consolidation de la muséologie scientifique, il est entendu que les grandes orientations et le plan d'action de la présente politique s'appliquent intégralement à ce secteur muséal. Le Ministère, en tant qu'acteur privilégié dans le secteur de la culture scientifique et technique (CST) maintiendra son rôle de promoteur et de diffuseur des activités de CST et il élaborera des orientations et des pistes d'action en harmonie avec la politique de la science, de la recherche et de l'innovation pilotée par le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie¹².

Finalement, faisant écho à ces engagements passés du gouvernement du Québec, le « rapport Corbo » demandait plus récemment la mise sur pied par le Ministère d'un chantier sur la muséologie scientifique et technique (recommandation 30) pour « structurer et fédérer l'offre de la muséologie scientifique¹³.

Mais voilà, tous ces engagements à mieux structurer l'action gouvernementale en matière de muséologie scientifique sont restés lettre morte, et les musées de sciences ont découvert les nouvelles

¹⁰ Cité dans *Rapport du groupe de travail sur l'avenir du réseau muséal québécois – Entre mémoire et devenir*, 2013, p. 25.

¹¹ Gouvernement du Québec, *La politique culturelle du Québec – Notre culture, notre avenir*, p. 43.

¹² Gouvernement du Québec, *Politique muséale – Vivre autrement... la ligne du temps*, 2000, p. 16.

¹³ *Rapport du groupe de travail sur l'avenir du réseau muséal québécois... op. cit.* pp. 124-5.

orientations du Ministère presque par accident. Prend-on vraiment la muséologie scientifique au sérieux au Québec?

Il est grand temps que cette réflexion se tienne. Comme ce mémoire le souligne, sortir la muséologie scientifique du champ d'intervention du MCC ne va pas de soi et nécessite une discussion *approfondie* et faite *avec le milieu*. La recommandation no 12 du « rapport Corbo », qui semble proposer cette avenue et que le gouvernement semble avoir adoptée, n'est que très peu expliquée et contextualisée, bien que ses impacts sur les institutions touchées soient majeurs.

Il est essentiel que la muséologie scientifique ne tombe pas entre deux chaises et reçoive enfin l'attention qu'elle mérite. Soyons clairs : nous sommes conscients des pressions financières avec lesquelles le ministère de la Culture et des Communications doit composer. Mais cela est vrai de l'ensemble du gouvernement, et ce n'est pas une raison pour que la muséologie scientifique soit mise sur la touche.

Pour le moment, il nous apparaît donc plus pragmatique de poursuivre avec le modèle actuel, tout en impliquant davantage d'autres ministères dans le financement d'institutions liées à leurs interventions, ce qui est d'ailleurs aussi suggéré par le « rapport Corbo ». Ce dernier soutient que le MCC devrait rester maître de la définition d'institutions muséales.

Une telle approche permettrait de conserver une cohérence dans le soutien gouvernemental aux musées. Car dans le cas opposé, quel serait le – ou plutôt *les* nouveaux ministères d'attache pour les musées de sciences? Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation? Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques? Le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation? Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur? Le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles? Le ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs? Le ministère de la Santé et des services sociaux? Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports? Le ministère du Tourisme?

Il ne s'agit pas ici d'être facétieux, mais de montrer que des institutions à caractère scientifiques pourraient légitimement se trouver dans chacun de ces ministères. Même si elles se retrouvaient dans un ministère à portée plus générale (p.ex. Éducation ou Économie), cela impliquerait que ces derniers développent une expertise muséologie qu'ils ne possèdent pas acutellement. Dans un contexte de ressources limitées, est-il souhaitable de jouer dans les structures administratives, avec toute l'incertitude que cela implique? D'autant que les champs d'intervention de ces ministères ont régulièrement changé au cours de la l'histoire, ce qui serait une source d'incertitude (la science, pour ne nommer que celle-là, a souvent changé de mains). Et d'autant que si la reconnaissance du statut d'institution muséale demeurait la prérogative du MCC, les institutions muséales relèveraient de plus d'un ministère, compliquant leur gestion quotidienne.

Finalement, on peut noter que le maintien du rôle de leadership du MCC serait cohérent avec l'action du gouvernement fédérale, le ministère du Patrimoine canadien prenant en charge les musées de sciences (y compris les musées nationaux de la Société des musées de sciences et technologies du Canada).

Un impact particulièrement senti dans les régions

En terminant, il convient de souligner que les nouvelles orientations gouvernementales, si elles se confirment, auront un impact particulièrement important en région. Des grandes villes comme Montréal et Laval soutiennent des institutions majeures dans le domaine des sciences. Le gouvernement fédéral soutient quant à lui le Centre des sciences à Montréal. Mais toutes les municipalités ne peuvent, à elles seules, soutenir les institutions muséales scientifiques.

Elles sont pourtant extrêmement importantes pour la vitalité de tous les milieux, y compris par l'afflux de touristes nationaux et internationaux qu'elles peuvent générer. À ce titre, il convient de souligner que, en 2015, les institutions vouées aux sciences ont accueilli 35% de tous les visiteurs ayant fréquenté un musée au Québec, alors qu'elles ne représentent que 14% du nombre total d'institutions muséales¹⁴. Il n'est donc pas exagéré de dire que les musées de sciences sont des acteurs culturels et touristiques de premier plan au Québec.

C'est là un argument de plus plaidant pour la reconnaissance de l'importance de ce milieu et la nécessité d'une approche gouvernementale cohérente à son égard.

¹⁴ Institut de la Statistique du Québec, *Optique culture*, no 48, mai 2016, figure 6, p. 7 (<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/bulletins/optique-culture-48.pdf>).